

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

et que conserve maintenant cette dernière exercent des pressions financières sur Eldorado et qu'on pourrait facilement résoudre le problème en fermant une usine et en vendant une partie des réserves pour soulager Eldorado d'une partie de ses obligations?

Un autre aspect que mentionne Eldorado est la baisse des prix sur le marché au comptant. Comme son dernier rapport annuel l'indique bien, l'uranium d'Eldorado n'est pas vendu sur le marché au comptant. Il n'existe pas vraiment de marché au comptant pour l'uranium. Ce minerai est plutôt vendu dans le cadre de contrats à long terme. La question des prix actuels et futurs pour les contrats devrait-elle aussi être examinée attentivement par un comité parlementaire pour déterminer si les faits sont bien tels qu'Eldorado les a décrits?

Eldorado s'occupe aussi du projet de la mine de Key Lake, en Saskatchewan, qui doit commencer à produire en 1983. Le prix de l'uranium est certainement à la baisse pour l'instant. Lorsqu'on examine l'ensemble des plans de production minière d'Eldorado, on ne peut qu'être intrigué par la façon dont Eldorado manipule ses ressources en fonction de ses contrats. La mine de Beaverlodge restera ouverte jusqu'en juin 1982. Une fois que la mine sera fermée, Eldorado pourra utiliser ses réserves d'uranium pour respecter ses engagements contractuels. Cela libérera des contrats pour la mine de Key Lake en 1983. Il est extrêmement important qu'il y ait des contrats avant l'ouverture de la mine de Key Lake pour justifier l'existence de cette mine.

Il est curieux de voir que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait prévu que le marché serait à la baisse dès février 1980. Une analyse faite par le ministère disait en effet:

... les perspectives à court terme se sont assombries à cause d'un déséquilibre croissant entre les besoins projetés en uranium et les moyens d'approvisionnement. À cause de ce déséquilibre croissant, il faudra peut-être retarder les décisions relatives à l'exploitation de certains gisements découverts récemment, les prix continueront probablement à baisser, du moins en termes réels, et l'activité de prospection, qui avait pris plus d'ampleur depuis cinq ans, sera sans doute en perte de vitesse.

Au lieu de tenir compte de ces avertissements et de prendre des mesures pour soutenir le marché, la société de la Couronne fédérale, avec l'approbation du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, n'a absolument rien fait. Donc, lorsque le marché est à la baisse, les entreprises marginales sont évidemment destinées à dépérir, quels qu'en soient les coûts socio-économiques.

Il est intéressant de penser que cette société de la Couronne, qui est censée être une fenêtre ouverte sur le secteur industriel, devient soudainement une fenêtre ouverte sur la façon de créer instantanément du chômage, avec toutes les répercussions catastrophiques que cela entraîne. Le gouvernement présente une mesure destinée à atténuer les retombées que peut avoir sur les employés la fermeture d'une entreprise privée, mais il n'a même pas la décence d'expliquer à ses propres employés pourquoi l'usine en question doit fermer ses portes.

● (2030)

Si les employés et les autres habitants de l'endroit qui dépendent pour vivre de cette entreprise avaient été prévenus suffisamment à l'avance des pertes économiques qu'ils allaient subir, beaucoup d'entre nous n'auraient peut-être pas été aussi choqués par les mesures prises par l'Eldorado Nucléaire. Si le gouvernement avait sérieusement offert de dédommager finan-

cièrement les personnes qui allaient perdre leur emploi, leurs espérances, leurs perspectives d'avancement et tout ce qu'elles avaient investi dans la localité, beaucoup d'entre nous n'auraient peut-être pas été aussi contrariés par ses mesures impitoyables.

Cette fois, ce n'est pas une de ces horribles multinationales qui agit de façon aussi dure et cruelle mais une de nos bonnes sociétés de la Couronne, une des sociétés qui a des comptes à rendre aux Canadiens. Mais quels comptes nous a-t-elle en l'occurrence rendus? Par les mesures qu'elle vient de prendre, l'Eldorado Nucléaire a prouvé que sa place n'était pas dans le meilleur des mondes, mais bien dans le pire.

Si vous étiez le président d'une société privée, monsieur l'Orateur, et si vous aviez fait dans cette localité et cette mine le genre d'investissement qu'a effectués cette société de la Couronne, quel genre d'accueil penseriez-vous recevoir à l'assemblée annuelle des actionnaires? Nonobstant le fait que vous soyez un homme aussi remarquable, je crois que vous risqueriez sérieusement de perdre votre place si c'était le cas. Mais telle est la situation aujourd'hui et il faut nous demander ce qui se passe à la société Eldorado. Quel genre de décisions a donc prises cette société pour entraîner la fermeture d'une localité de 3,000 habitants, ce qui aura un effet négatif sur Saskatoon qui lui servait de centre d'approvisionnement en lui fournissant des matériaux, du personnel et des services professionnels? Quel genre de société commencerait par recommander la création d'une raffinerie d'uranium à Port Hope, en Ontario, pour ensuite, après la réélection du gouvernement libéral en 1980, gaspiller des fonds publics par centaines de millions de dollars en déménageant cette usine dans le nord de l'Ontario? Si vous faisiez partie du conseil d'administration de cette société, monsieur l'Orateur, quel accueil croyez-vous que vous réserveraient vos actionnaires?

Je constate simplement que ces sociétés n'ont aucun compte à rendre aux Canadiens. Nous pourrions tout aussi bien oublier ce concept. Cette affaire démontre bien que de telles choses peuvent arriver. Voilà qui démontre bien à quel point elles sont insensibles aux répercussions qu'aura cette dépense de millions de dollars en fonds publics sur une localité importante de la Saskatchewan. Si je comprends bien, elle n'a de comptes à rendre qu'au seul et unique actionnaire de la société, c'est-à-dire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il doit accepter l'entière responsabilité des décisions du gouvernement. Il doit accepter au nom du gouvernement libéral du Canada l'entière responsabilité d'avoir fermé aussi brutalement une localité de l'une des provinces les plus importantes du pays.

M. McDermid: Voilà un camouflet de plus infligé à l'Ouest.

M. Hnatyshyn: Mon collègue dit que c'est un autre affront infligé à l'Ouest. Comme je l'ai dit au ministre à la Chambre, je parie que si cette mine était située dans la circonscription d'Outremont, celle du ministre, elle ne fermerait pas; l'activité continuerait, à tout prix. Voilà comment pense le ministre et voilà comment agit le gouvernement. C'est aussi le genre de doctrine qui est à la base du projet de loi que nous étudions aujourd'hui. C'est aussi la preuve que le gouvernement n'a aucune stratégie. C'est aussi un autre exemple de la façon dont on prend les décisions concernant les sociétés de la Couronne. Le ministre d'État chargé des Mines (M^{me} Erola) sait de quoi je parle. Sûrement, elle en a vu des vertes et des pas mûres